

page 5

éditorial

PRE

Avatar (dernier ?) de nos tentations impériales, nous avons, dans la dernière décennie du siècle, beaucoup rêvé, ou voulu, que le monde ressemble à l'Europe ; en projetant nos logiques, nos projets, nos institutions sur des régions « moins avancées ». Ainsi fantasmait-on une conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée sur le modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (qui devenait l'OSCE) ; ainsi rêva-t-on d'une Union africaine, ou de regroupements sous-régionaux du continent, qui dupliqueraient l'Union européenne (UE). Ainsi se disposa-t-on à conseiller aux membres de l'ASEAN (l'Association des nations d'Asie du Sud-Est) d'adopter une démarche intégratrice accélérée – ce qu'ils ne firent pas...

Le dossier que ce numéro de *Politique étrangère* consacre à l'ASEAN à l'occasion de son 50^e anniversaire a pour premier intérêt de nous rappeler la diversité du monde. Naïveté ? Certes non : la force de tendances dites lourdes, vite qualifiées de mondialisées, nous cache trop souvent la diversité des héritages, des expériences, des choix. Le monde n'est pas un. Vouloir le brider dans des analyses uniques, lui proposer des solutions univoques conduit souvent à la catastrophe, qu'il s'agisse des stratégies économiques ou du traitement des conflits.

À la surprise de beaucoup, l'ASEAN ne ressemble donc pas à l'Union européenne. Elle est faite d'un ensemble de processus de coexistence, de co-développement, de dialogue, *in fine* d'intégration, qui suivent une logique spécifique, un rythme particulier, logique et rythme qui renvoient à des héritages, des cultures, des conditions géopolitiques propres. En cinquante ans se sont mises en place des procédures et des institutions en matière d'économie, de sécurité et de coopération diplomatique, de contrôle de l'état de droit, dont rendent compte les diverses contributions de ce dossier. Ces procédures et ces institutions restent légères, peu contraignantes, sans gouvernement central, sans fantasme d'unification politique. D'où un résultat mouvant, que l'on pourrait qualifier d'intégration paradoxale.

Alors que l'Union européenne s'est progressivement construite autour d'échanges économiques intra-communautaires, le développement des pays de l'ASEAN dépend surtout d'échanges externes. Alors que l'Union européenne se construit sur une homogénéisation des ordres politiques et juridiques, les régimes membres de l'ASEAN divergent fortement, quant à leurs formes, leurs intérêts, leurs postures diplomatiques, leurs revendications internationales même... Et pourtant une unification lente se met en place, autour des notions de « centralité » – la qualité de référence centrale –, et même d'« identité » de l'ASEAN. Cette dernière n'est qu'ébauchée au niveau des opinions publiques, mais elle est pourtant en marche.

L'ASEAN nous en apprend beaucoup. Sur la région, où les souverainetés ne sont pas héritières de notre xx^e siècle, et s'accordent donc de manière différente. Sur les modes d'appariement, qui ne suivent pas forcément une marche univoque vers l'intégration. Sur les rapports de puissance, aussi, de cette région. Et c'est peut-être là que la réussite de la méthode ASEAN peut être questionnée. La « voie asiatique » du dialogue, l'*ASEAN way*, pour écho fidèle qu'elle soit des subtilités de l'espace asiatique (comparées aux grossièretés dogmatiques d'Europe...) pourrait devoir se muscler pour peser dans les rapports de forces régionaux, voire mondiaux, qu'impose l'émergence chinoise. Le destin commun des membres de l'ASEAN se construit depuis cinquante ans dans l'ébauche et la discrétion. La revendication plus volontariste d'une voie commune sera peut-être imposée par le poids chinois – encore que la diversité des approches, pour ne pas parler de divergences, des États membres puisse laisser présager plus d'une division que d'un progrès vers l'unité.

La complexe mécanique de l'ASEAN se trouve ainsi au cœur de plusieurs réflexions sur les équilibres et l'organisation de la scène internationale actuelle : sur les logiques diverses des structurations régionales, sur les bases du développement économique, sur les conséquences de la redistribution de la puissance. Surtout, les logiques en œuvre dans le Sud-Est asiatique nous rappellent opportunément que nos analyses doivent s'adapter à la diversité du monde, et ne pas se contenter de projeter sur toutes les situations le dogmatisme issu de nos propres expériences. Le monde est tout humain, mais nous ne sommes pas toute l'humanité.

À l'heure où le nouveau président de la République appelle à une certaine synthèse des cultures politiques françaises, on revient ici dans la rubrique Contrechamps sur les logiques d'assainissement et d'investissement qui s'opposent en Europe, souvent de manière caricaturale, dans le débat sur la croissance.

Ce débat, encouragé par les discrets changements de pied des institutions européennes (Commission, Banque centrale...), sera parmi les plus importants de ceux qui s'ébauchent sur le Vieux Continent. Des débats qui porteront à la fois sur les concepts politiques et sur les choix concrets. On n'évitera pas une discussion – souvent taxée de trop française – sur les objectifs politiques fondamentaux de la construction européenne ; mais à plus court terme, il faudra s'accorder sur les choix économiques et budgétaires. L'articulation entre ces deux niveaux – politique et économique – constituant le cœur d'un dialogue franco-allemand qui, une fois de plus,

attend sa relance. On trouvera dans ce numéro de *Politique étrangère* deux analyses des politiques suivies en Europe depuis la crise de 2008, analyses renforcées d'une étude du cas italien, bref un modèle de dialogue essentiel pour le grand débat européen : comment l'UE se situe-t-elle vis-à-vis de la logique et des effets de la mondialisation, peut-elle être l'acteur politique qui prendra en charge sa gouvernance, son « humanisation », sa « civilisation » ?

On suivra dans ce numéro d'autres regards sur la diversité du monde. De Crimée, il ne sort pas grand'chose, hors des propagandes croisées. On trouvera ici des échos passionnants sur une péninsule plus que jamais enclavée : marge de la Russie, pourtant désormais symbolique, et pour qui Moscou semble hésiter entre développement et militarisation... Quant au Levant, les opérations militaires semblent y promettre un effacement prochain de la territorialité de Daech ; mais cet effacement risque bien par contrecoup de revaloriser la toile tissée par l'organisation, bien au-delà de la Syrie et de l'Irak, à coups d'allégeances et de ralliements.

On s'attache enfin ici à la Turquie : allié majeur des États-Unis, donc des pays occidentaux, en forte dérive autoritaire, et dont la campagne référendaire a fortement dégradé les relations avec l'Union européenne. À la fois symboliquement et géopolitiquement, le destin de cette Turquie nous importe. Dans un Proche-Orient qui nous promet, pour le moins, des décennies d'agitation, la Turquie occupe plus que jamais sa position de pont : pourrait-il être durablement rompu ?

politique étrangère